

# Où vivent les Rwandais aujourd'hui ?

## Ruptures, remodelages et continuités dans la répartition du peuplement depuis 1994

par Françoise IMBS\*

*Le génocide de 1994 a imprimé, dans bien des esprits et pour longtemps, l'image d'un Rwanda de massacres et de foules en fuite. Huit ans après, une paix relative est revenue à l'intérieur du pays, la population y est plus nombreuse qu'avant et l'État rwandais a désormais rang de puissance régionale. Dans le même temps, les publications et sites internet relatifs au génocide ou à l'évolution politique et économique récente se sont multipliés. Mais les populations, dans le déroulement de leur vie et de leurs activités quotidiennes, ont quitté le premier tout comme l'arrière-plan de l'actualité.*

Des missions périodiques d'enseignement à l'Université Nationale du Rwanda nous ont permis de parcourir à nouveau un pays où nous avons vécu dans les années 1980. Au long des itinéraires et à la faveur de multiples entretiens, nous avons pu observer diverses facettes des transformations induites par trois mois de génocide et huit ans de guerres et de déplacements massifs de population. Notre propos dans ces quelques pages est d'évoquer certains traits de la nouvelle géographie du Rwanda que nous avons pu percevoir ; nous mettrons l'accent sur les changements dans la distribution spatiale du peuplement en discutant leur degré de nouveauté et leur perspective de s'inscrire dans la durée. Il reviendra à une publication ultérieure de les mettre en relation avec la nouvelle distribution des activités.

### **Préliminaires : à propos des données statistiques**

À quelque échelle que l'on se place, le remodelage de la distribution du peuplement qui s'est effectué au cours de la dernière décennie est plus le fruit des disparitions et des déplacements massifs engendrés par la violence que celui des soldes naturels et migratoires habituels en temps de paix. Mais cette même violence a pesé sur les

dénombrements qui ont été tentés, et sur la publication de leurs résultats.

On ne peut accorder un degré de fiabilité suffisant qu'à deux opérations, qui se sont elles-mêmes déroulées à des périodes troublées. Le recensement d'août 1991, mené alors que la guerre avait déjà vidé certaines zones à la frontière ougandorwandaise, dénombre 7,15 millions d'habitants, dont officiellement 9 % sont tutsi. L'enquête socio-démographique de novembre 1996, conduite au début des retours qui ont suivi l'attaque des camps de réfugiés du Zaïre, n'a pas pu les prendre en compte et évalue la population résidente à 6,17 millions. Un nouveau recensement doit avoir lieu en août 2002. En attendant, pour connaître les effectifs actuels en descendant jusqu'à l'échelle communale, on ne dispose que des estimations administratives, harmonisées en 1999 par l'antenne du PNUD-UNDP à Kigali ; sinon il faut se contenter d'actualisations plus globales, calculées en appliquant des coefficients putatifs de croît naturel. Selon les sources consultées, la population rwandaise atteint 7,3 millions à la fin de 1998 ou au milieu de 2001, voire déjà 8,4 millions en 2000, ou 8,6 à la fin de 2001. Par ailleurs une réforme administrative a modifié, en plusieurs étapes, le nombre et les limites des préfectures du pays, devenues récemment des pro-

\* Maître de conférences en Géographie, Université Paris 7, UFR GHSS, département de Géographie.

vinces. À l'échelle locale, les 145 communes ont été regroupées à partir de 2001 en 92 districts et 14 unités urbaines — 15 si l'on compte la Ville de Kigali, qui a rang de province. Pour les comparaisons que nous avons été amenée à faire à l'échelle des préfectures-provinces, nous avons ajusté toutes les données aux limites actuelles.

L'importance des tueries et des déplacements de population qui rythment la dernière décennie est encore plus difficile à évaluer ; les données, qui sont l'objet de bien des polémiques, peuvent varier du simple au double. Pour les flux, nous utiliserons de préférence les informations du HCR, tout en sachant qu'elles pèchent tour à tour par excès ou par défaut. En ce qui concerne les morts du génocide un recensement a été effectué récemment par l'administration rwandaise, mais nous n'en connaissons encore ni le détail ni la méthodologie : nous reprendrons sur ce point les données d'Alison Des Forges.

Les statistiques fournies par les administrations en charge de la santé sont relativement abondantes, mais l'état sanitaire des populations est mesuré de façon inégale ; les données sur le sida pâtiennent en particulier du petit nombre de sites d'observation et de la modestie des moyens mis en œuvre.

Il ne faudra pas demander autre chose aux statistiques utilisées ici que de fournir un ordre de grandeur, en appui à des analyses nourries essentiellement d'observations personnelles, d'entretiens, et de la consultation de divers travaux de chercheurs et rapports d'experts. En effet, les données quantitatives sont relativement abondantes au Rwanda, mais le trésor que l'on croit avoir accumulé fond rapidement dès lors que l'on en examine l'origine et que l'on interroge ceux-là même qui l'ont produit.

## I - UNE DÉCENNIE DE VIOLENCES ET DE DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Les traumatismes qui ont affecté la société rwandaise au cours de la dernière décennie ont fait pour la plupart l'objet de travaux et de synthèses d'accès aisé. Il faut cependant, pour comprendre les répartitions actuelles, garder à l'esprit les différentes formes et les principales étapes des bouleversements qu'ont vécu les Rwandais. Nous en ferons donc un rappel, aussi succinct que possible.

### A. Chronologie des violences

Le génocide de 1994 a duré trois mois, il a consti-

tué le cataclysme majeur pour le pays, et ses contrecoups ont embrasé toute la région. On ne saurait cependant négliger le fait qu'au Rwanda même il a été précédé, accompagné, et suivi par des combats opposant des hommes en armes.

### 1. Avant le génocide, du 1er octobre 1990 au 6 avril 1994

Une guerre " classique " oppose durant trois ans l'État rwandais et son armée aux troupes du Front Patriotique Rwandais (FPR), qui ont lancé l'attaque à partir de l'Ouganda. Le FPR veut arracher un droit au retour pour les 340 000 réfugiés tutsi qui ont été contraints de quitter le pays entre 1959 et 1973, et dont les effectifs sont estimés en 1990 au double. Les combats se déroulent principalement au nord du pays, et provoquent les premiers déplacements massifs de la décennie. Nous ne disposons d'aucune évaluation des morts de civils et de militaires en relation avec cette " guerre d'octobre ".

À partir de mars 1993 un cessez-le-feu laisse espérer un retour à la paix. Il permet de parachever les " Accords d'Arusha ", signés par le FPR et le Président Habyarimana, qui préparent entre autres le rapatriement et la réinstallation des réfugiés tutsi.

### 2. Le génocide et ses contrecoups immédiats, du 6 avril 1994 à la mi-1995

Les massacres de Tutsi et d'opposants débutent tout de suite après la chute de l'avion ramenant à Kigali le président rwandais, et la guerre reprend deux jours après. Génocide et combats prennent fin lorsque les troupes du FPR arrivent le 17 juillet à la frontière du Zaïre, à Gisenyi, jumelle rwandaise de la ville de Goma. Un nouveau pouvoir, dominé par le FPR, se met rapidement en place, mais l'insécurité demeure grande dans tout le pays jusqu'au milieu de l'année 1995 : règlements de compte, exactions de militaires, banditisme ordinaire. Pendant plus d'un an, personne ne peut se dire sûr d'être encore en vie le lendemain.

Au début d'avril 1994, le Rwanda comptait entre 7,5 et 8 millions d'habitants. En trois mois, les trois-quarts au moins des Tutsi résidant au pays ont été tués, ce qui donne un total pour lequel les évaluations vont de 500 000 à un million. Les préfectures du Centre et du Sud-Ouest ont été les plus touchées, notamment celle de Butare avec au moins 100 000 morts, soit 13 % de sa population. Le bilan est moins lourd à l'Est — de 25 000 à 50 000 morts — et dans les trois préfectures du Nord, où les Tutsi représentaient moins de 2 % de la population. Par ailleurs les combats et les

autres massacres, pendant et après le génocide, ont pu faire autour de 60 000 morts en un peu plus d'un an. Pendant cette même période, un exode massif aura conduit hors du Rwanda 30 % de sa population ; ces " nouveaux réfugiés " sont presque tous des Hutu.

### **3. La reprise de la violence au Nord-Ouest, de 1995 à 1999**

C'est une période où, à partir des camps de " nouveaux réfugiés " installés au Zaïre depuis 1994, tout près de la frontière rwandaise, la violence change d'échelle : elle déborde sur le Kivu, s'étend à l'ensemble du Zaïre puis à toute l'Afrique Centrale. Au Rwanda même, elle se concentre sur le Nord-Ouest, ancien bastion du régime Habyarimana, alors que ses effets induits, c'est-à-dire le retour de la majorité des récents exilés, concernent tout le pays.

Depuis le Kivu, la violence ricoche sur le Nord-Ouest en deux phases. D'abord, à partir de la mi-1995, sous forme de raids et d' " infiltrations " aux conséquences meurtrières, menés à partir des camps de réfugiés. Le démantèlement de ces camps en octobre 1996, au début de la " première guerre du Congo " ; met fin aux raids, mais le retour des " nouveaux réfugiés " amplifie l'insécurité. Pendant deux ans, depuis le mois de mai 1997 jusqu'au début de 1999, les deux préfectures de Gisenyi et de Ruhengeri ont été le siège d'une véritable guerre civile, impitoyable et très éclatée, dont le bilan en termes de victimes n'a pas encore, à notre connaissance, été établi. Cette " insurrection du Nord-Ouest " oppose la nouvelle armée rwandaise, qui s'est étoffée autour du noyau des combattants du FPR, à une guérilla de partisans hutu de l'ancien régime Habyarimana. Ses effets sont dévastateurs pour les habitants de la région, tour à tour jugés complices de l'une ou l'autre partie. Pendant quelques mois, au début de 1998, des raids menés à partir du Nord-Ouest ont étendu l'insécurité à plus du tiers du territoire national. La guérilla est mise en échec à partir du début de 1999 ; les combats se poursuivent au Zaïre redevenu Congo, mais au Rwanda même la violence s'est apaisée. Pour le moment...

### **B. Les déplacements de population**

Les déplacements massifs des " nouveaux réfugiés " ; au départ comme au retour, ont été spectaculaires et ont frappé les esprits. Mais d'autres mouvements, plus diffus et plus étalés dans le temps, ont également déplacé des foules ; certains ont, sur la géographie actuelle du Rwanda, des effets plus durables que les exodes enregistrés par les caméras de télévision.

### **1. Les mouvements transfrontaliers : départs et retours**

Les départs vers les pays voisins et la direction des flux ont été commandés par l'avancée des troupes du FPR et, après sa victoire en juillet 1994, par la consolidation progressive de son contrôle sur l'ensemble du pays. Les vagues les plus importantes se situent entre la fin du mois d'avril et la fin du mois d'août 1994. Les départs sont demeurés significatifs jusqu'au milieu de l'année 1995.

En novembre 1994, le HCR dénombre 2,1 millions de " nouveaux réfugiés " : 1 250 000 sont au Zaïre, 580 000 en Tanzanie, 270 000 au Burundi et 10 000 en Ouganda. Mais ce sont peut-être au total quatre millions de personnes qui ont traversé les frontières en 12 mois. En effet, pendant que les uns fuyaient des diables imaginaires ou une insécurité bien réelle, d'autres retraient au fil des jours : plus de 100 000 Hutu mettent fin à un court exil dès le mois d'août, 100 ou 200 000 font de même dans les mois qui suivent. Et surtout, dès avril 1994, les " anciens réfugiés " tutsi se mettent en route. Des éleveurs poussent leurs troupeaux vers les pâturages de l'est du pays, des citadins viennent apporter au " Nouveau Rwanda " dont ils ont rêvé leur capital intellectuel et une partie de leurs économies, d'autres arrivent les mains vides, ayant dû tout laisser dans leur ancien pays d'accueil. Ils s'installent surtout dans les villes et dans l'Est déserté, et à la fin 1994 on estime leur nombre à 608 000. Le flux a ensuite décliné, au début de 2001 le total de ces rapatriés tutsi se monte à 812 000, un ordre de grandeur semblable à celui des Tutsi tués.

Les retours massifs de réfugiés hutu ont repris en 1996. Le HCR en dénombrait encore 1,7 million dans les camps en septembre 1995 ; 1,4 reviennent entre août 1996 et août 1997. Les flux les plus spectaculaires et les plus médiatisés font suite à l'attaque des camps du Zaïre, qui provoque directement 650 000 retours depuis le Kivu en novembre et, indirectement, 480 000 retours depuis la Tanzanie en décembre. Les rapatriés ont pu assez vite regagner leur commune de départ, mais dans l'est du pays et dans les villes, beaucoup ont trouvé leurs biens occupés par les anciens exilés tutsi ; il leur a fallu alors accepter des partages de terres et se contenter, pour certains jusqu'à aujourd'hui, de logements de fortune.

### **2. Les déplacements et regroupements à l'intérieur du pays**

Les déplacements provoqués par la guerre et le génocide touchèrent la majorité des Rwandais,

mais une grande partie de ceux-ci ne quittèrent pas le pays. Entre 1991 et 1993 plusieurs communes frontalières du Nord furent évacuées, et une dernière offensive du FPR en direction de la capitale mit jusqu'à 860 000 personnes sur les routes en février 1993. La plupart de ces déplacés furent pris dans le grand flot des départs de 1994 vers le Zaïre et, plus tard, des retours ; mais certains avaient pu déjà revenir chez eux à la faveur du cessez-le-feu de 1993.

Pendant le génocide, des Tutsi crurent trouver un abri sûr en ville, dans un marais, une forêt ou un camp de regroupement ; peu survécurent mais certains parvinrent à se réfugier derrière les lignes du FPR. Une partie de ces " rescapés " ont renoncé par la suite à retourner vivre sur leur colline d'origine, où ne les attendaient qu'une maison détruite et un voisinage devenu hostile. Par ailleurs un million et demi de personnes affluèrent en juillet 1994 vers la " Zone Sécuritaire Sûre " dite Zone Turquoise, créée par la France au début de ce même mois dans le quart sud-ouest du pays. En février 1995, ils étaient encore 300 000 dans des camps, d'où la plupart retournèrent chez eux au fur et à mesure que les nouvelles autorités imposèrent la fermeture des dits camps.

Les concentrations de population effectuées pendant l' " insurrection du Nord-Ouest " sont d'une autre nature et à ce jour elles perdurent. Pour venir à bout de la guérilla dans la zone que celle-ci contrôlait, l'armée rwandaise a eu recours à la stratégie éprouvée des regroupements de population. Ceux-ci ont touché plus de 40 % des effectifs des préfectures de Ruhengeri et de Gisenyi, soit au moins 720 000 personnes, dont la totalité des habitants de huit communes sur un total de vingt-huit. Les déplacés ont été pour la plupart rassemblés autour d'un petit nombre de sites, entourés de vastes zones désertées, où il a fallu laisser les cultures à l'abandon pendant toute une année. Situation d'autant plus nouvelle que dans cette région, la plus densément habitée et la plus intensément cultivée du Rwanda, les départs vers les camps du Zaïre en 1994 n'avaient pas provoqué la déprise agricole si perceptible à la mi-1996 dans le reste du pays. Depuis que la sécurité est revenue, les déplacés ont pu retourner travailler leurs champs, sans pour autant être autorisés à regagner leurs habitations dispersées, dont une partie a été systématiquement détruite.

Au cours de la décennie que nous venons de parcourir, aucune région n'aura été épargnée, rares auront été les collines à être restées à l'écart des tempêtes. Seule une minorité de Rwandais n'aura ni vécu la mort d'un proche ou d'un voisin, ni expérimenté, pendant quelque temps, l'errance.

## II - LA REDISTRIBUTION DU PEUPEMENT : OÙ VIVENT AUJOURD'HUI LES RWANDAIS ?

### A. En dehors du pays : une nouvelle structure de la diaspora

Jusqu'à présent nous n'avons évoqué la présence de Rwandais à l'étranger que sous les traits des anciens réfugiés tutsi, dispersés avant 1994 surtout dans les quatre pays limitrophes. Ils n'avaient pas été les premiers à quitter leur pays. Tout au long de la période coloniale, des migrations spontanées ou organisées par l'administration ont drainé des paysans rwandais vers les mines du Katanga, les terres du Kivu, ou les plantations de café du Buganda. Ils avaient trouvé dans leur pays d'accueil des populations rwandophones, dont bon nombre n'avaient jamais vécu dans les limites du Rwanda actuel, mais que les recensements locaux ont souvent considéré comme d'anciens migrants. Le Zaïre comme l'Ouganda auraient alors compté, dans les années 1980 et toutes catégories confondues, chacun entre un et un million et demi de " Rwandais ". Parmi ceux-ci seuls les réfugiés, dont 40 % étaient devenus des citoyens, constituaient une véritable diaspora. Ils se souciaient des événements qui se déroulaient au Rwanda, et se groupaient en associations tissant des relations les unes avec les



**Rwanda.** Village construit grâce à l'aide internationale. Un enclos dans un " umudugudu " de Munanira (province de Butare). Photo Françoise Imbs, 2000.

autres par-delà les frontières des pays d'accueil et les limites des continents. La création du FPR en 1987 et son action ultérieure ont été la manifestation la plus probante de cette structure de diaspora.

En dehors des réfugiés tutsi, peu d'autres Rwandais ou rwandophones ont cherché à s'installer au Rwanda à la faveur de la victoire du FPR. Il y en eut, certes : des éleveurs ougandais attirés par l'ouverture des pâturages du Domaine de Chasse et du Parc de l'Akagera, des Banyamulenge du Kivu qui avaient rejoint le FPR et ont pu rester dans l'administration ou dans la nouvelle armée rwandaise, des paysans fuyant l'insécurité grandissante au Congo-Zaïre. Il serait bien difficile d'en estimer le nombre exact, il est certain qu'ils constituent une minorité au Rwanda même, tout comme par rapport à leur communauté d'origine. La répartition actuelle, à l'étranger, des Rwandais non-réfugiés doit être très semblable à celle des années 1980.

Les événements de la dernière décennie ont par contre profondément modifié le volume ainsi que la structure géographique et socio-politique de la diaspora constituée par les réfugiés. Si on compare le nombre de Tutsi revenus au pays et celui des réfugiés dont le départ en 1994 a été sans retour, il paraît évident que cette diaspora a diminué en volume par rapport à 1990. D'un côté on trouve environ 800 000 personnes, de l'autre entre 250 000 et 400 000 selon les évaluations ; il faut en outre soustraire du solde un nombre indéterminé de morts survenues lors de l'avancée des troupes de Kabila à travers le Zaïre. Actuellement se développe au Rwanda une fuite de cerveaux, d' " indisciplinés politiques " ; d'éleveurs et de commerçants déçus par la pauvreté des pâturages ou des clients, mais elle ne fait pas nombre. Les autorités rwandaises estiment que les réfugiés seraient, en 2001, environ 130 000.

La part des pays voisins dans le total a diminué. Au Burundi, la diaspora a vraisemblablement été réduite à la portion congrue ; en Ouganda, elle a sensiblement diminué au moins dans les campagnes ; en Tanzanie, elle est devenue plus composite ; au Congo-Kinshasa, c'est une diaspora hutu qui a pris le relais des anciens réfugiés tutsi.

En revanche, l'espace où se déploient les réfugiés a gagné en étendue. Ils sont désormais présents dans la plus grande partie des pays d'Europe et d'Afrique, tandis que des pôles anciens comme l'Amérique du Nord, et surtout la Belgique, se sont renforcés. À quelques exceptions près — comme au Congo-Brazzaville, où des terres ont été distribuées aux réfugiés rwandais, réputés bons cultivateurs —, la diaspora paraît à présent composée à une écrasante majorité de citoyens,

dont le niveau de formation intellectuelle est très proche de la norme usuelle dans le monde développé. En dehors des deux Congo et de la Région des Grands Lacs, elle est devenue beaucoup plus composite du point de vue ethnique. Elle est traversée de nombreux clivages politiques, indifférents aux frontières des pays d'accueil, qui tantôt séparent et tantôt associent Hutu et Tutsi. Elle recourt à toute la gamme des médias modernes pour maintenir des relations avec la famille restée ou revenue au Rwanda et, malgré des moyens souvent modestes, assurer la subsistance ou améliorer l'ordinaire de celle-ci. Mais on ne la voit pas encore jouer le rôle d'acteur économique et d'investisseur que le gouvernement actuel, dans sa politique d'appel au capital privé, souhaiterait lui voir tenir.

## **B. Dans les différentes régions du pays**

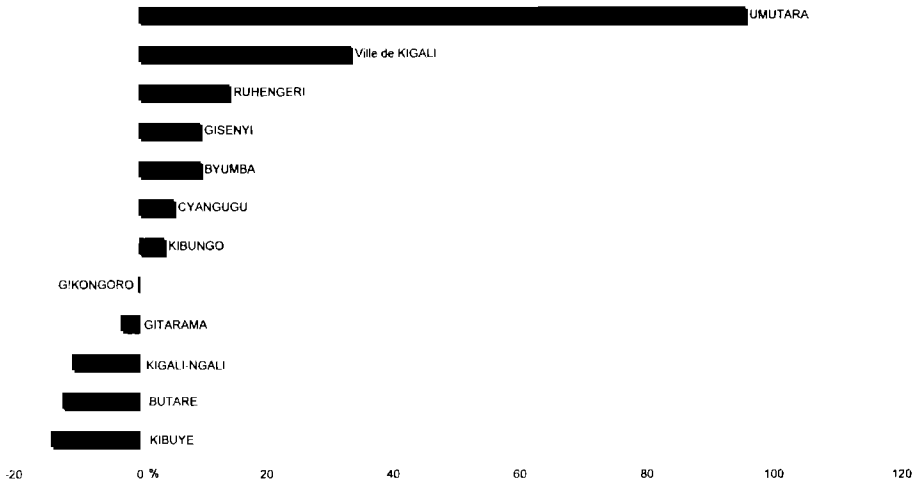
### **1. L'évolution des effectifs entre 1991 et 1998 : déficits et gains**

Les comptages de la population rwandaise en 1991 et à la fin de 1998 encadrent la période des plus grands bouleversements ; ils nous donnent des effectifs très proches pour l'ensemble du pays. Au début des années 1990 l'accroissement naturel annuel était estimé à 3,1 %. Des projections démographiques effectuées au moment du recensement de 1991 auraient donc donné une croissance de 24 % entre 1991 et 1998 au lieu du 1 % estimé, soit pour la fin de 1998 8,9 millions de personnes, 1,6 million de plus que les 7,3 millions estimés en décembre 1998 ; et une densité moyenne, forêts et réserves naturelles dans leur état de 1998 exclus, de 384 hab./km<sup>2</sup> au lieu de 313. Un tel déficit virtuel signifie que les nouvelles arrivées n'ont pas pu compenser les morts violentes et les départs sans retour.

Le freinage de la croissance n'a pas touché les différentes parties du pays avec la même ampleur, le diagramme ci-après montre des évolutions divergentes. En 1998 certaines régions sont sensiblement plus peuplées qu'en 1991 : la préfecture d'Umutara a bénéficié du maximum de gains, en valeur absolue (+193 000) comme en pourcentage (+95,6 %) ; d'autres accusent un déficit, dont le plus élevé s'observe en préfecture de Butare pour les valeurs absolues (- 93 500), dans celle de Kibuye pour les pourcentages (-14 %).

Nous ne commenterons ici que les contrastes les plus révélateurs des processus en jeu. Les déficits de Butare et de Kibuye s'expliquent par la faible attractivité que les campagnes de ces régions ont exercée sur les Tutsi revenus des pays voisins et, surtout, par l'ampleur qu'y a pris le génocide, qui a sévi jusqu'au début de juillet 1994. Les Tutsi

Evolution en % de la population des provinces du Rwanda entre 1991 et 1998



	BUTARE	BYUMBA	CYANGUGU	GIKONGORO	GISENYI	GITARAMA	KIBUNGO	KIBUYE	KIGALI-NGALI	RUHENGERI	UMUTARA	Ville de KIGALI
Population 1991 en milliers	764	636	515	467	735	851	597	471	880	769	202	270
Population 1998 en milliers	671	697	543	466	805	826	620	405	787	878	396	360
Evolution de 91 à 98 en %	-12,2	9,6	5,4	-0,2	9,5	-2,9	3,8	-14	-10,6	14,1	95,6	33,4

étaient particulièrement nombreux : officiellement 17 % de la population pour Butare et 15 % pour Kibuye au recensement de 1991, et en réalité certainement bien plus, alors que la moyenne officielle était de 9 % pour l'ensemble du pays.

Tout à l'opposé, si l'on voulait évaluer les gains de l'Umutara à l'échelle des communes ou des districts, ce serait dans la moitié des cas mathématiquement impossible. En effet, le territoire actuel de la province juxtapose d'anciennes communes de la préfecture de Byumba, déjà bien peuplées en 1991, et contrôlées par le FPR dès la fin d'avril 1994, et des zones jusque-là réservées à la chasse et au tourisme. Le croît de 193 000 personnes est pour l'essentiel dû aux Tutsi revenus d'Ouganda en 1994, qui ont investi avec leurs troupeaux la totalité des 705 km<sup>2</sup> du Domaine de Chasse et les 2/3 des 2670 km<sup>2</sup> du Parc de l'Akagera. Ces espaces de savane, sujets à des sécheresses récurrentes et aux sols médiocres, ont été convertis surtout en pâturages. C'est la seule partie du pays où l'on puisse trouver des districts quasi mono-ethniques.

On pourrait *a priori* penser trouver une situation inverse, c'est-à-dire des zones de pur peuplement hutu, dans la province de Ruhengeri : les Tutsi ne constituaient en 1991 que 0,5 % de la population, et le gain de 110 000 personnes entre 1991 et 1998, soit une croissance de 14 %, s'accorde avec de faibles taux de départ en 1994. En réalité les deux provinces du Nord-Ouest ont accueilli plusieurs dizaines de milliers de Tutsi rwandais revenus du Zaïre. Les commerçants se sont installés en

ville, les agriculteurs et les éleveurs ont défriché ce qui restait encore de la forêt de montagne de Gishwati, au prix d'une érosion des sols accélérée et d'inondations catastrophiques en 2001. Ici la mixité ethnique a, en certains lieux, progressé.

## 2. L'évolution des densités : la persistance du schéma d'ensemble

Les divergences entre régions que nous venons d'évoquer peuvent paraître importantes, mais ont-elles vraiment modifié la distribution des densités ? Il nous paraît inutile de présenter ici une carte des densités établie à l'échelle des préfectures pour 1998, tant elle ressemblerait à celle de 1991. Le Nord-Ouest reste en tête, le caractère asiatique de ses densités n'a fait que se renforcer : on est passé de 453 hab./km<sup>2</sup> à 496 pour Gisenyi et de 452 à 516 pour Ruhengeri. L'Est reste toujours le moins peuplé en dépit de l'afflux d'anciens réfugiés tutsi qui le caractérise : l'Umutara n'a " que " 109 hab./km<sup>2</sup> en 1998 et la préfecture de Kibungu 242. Pour le reste du pays, les valeurs des densités se situent toujours entre 250 et 410, seul a changé le rang des différentes unités administratives : Butare, étant passé de 409 hab./km<sup>2</sup> à 359, a rétrogradé du 3<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang, devancé désormais par Cyangugu et Byumba.

Depuis 1998 et jusqu'à aujourd'hui ces rangs n'ont certainement pas changé et les densités n'ont pu que s'alourdir même si, localement, on croise au hasard des itinéraires certains grands

versants marqués par la déprise. Les violences qui pouvaient créer des différences entre les régions se sont apaisées, les flux migratoires internes privilégient tous la même direction, celle de la capitale. Par rapport au début des années 1990, le taux de prévalence est passé, pour le sida, de 7 à plus de 11 % de la populations adulte y compris en milieu rural, et pour la malnutrition, de 28 à 43 % chez les enfants de moins de 5 ans. Mais les naissances restent nombreuses, le recours aux contraceptifs a chuté par rapport aux très modestes taux d'avant-guerre. En 2001, le taux de croissance annuel de la population est évalué à 2,9 %, et le Rwanda a repris, pour les densités, sa place en tête de tous les États d'Afrique continentale.

### C. En ville : des flux croissants

En 1991, le recensement dénombra 391 000 citadins, soit 6 % de la population du pays, dont la capitale, avec 236 000 habitants, concentrait les trois cinquièmes. À la même époque certains responsables rwandais prévoyaient qu'en 2000 le quart de la population demeurerait en ville. On est encore loin de ce taux en 2001, où l'on estime qu'il se situe entre 10 % et 12 %, et donc que l'on aurait de 750 000 à un million de citadins. Le Rwanda est l'un des trois pays les moins urbanisés de la planète. Mais il est aussi un de ceux où, au cours de la dernière décennie, la croissance urbaine aura été parmi les plus rapides, avec un taux annuel moyen se situant autour de 8 %. Les observations empiriques conduisent à penser que le taux réel, après avoir été négatif en 1994, aura été par après de plus en plus élevé.

De telles valeurs signifient que la croissance est pour l'essentiel alimentée par les flux migratoires. D'où sont donc venus les nouveaux citadins ?

Autour de la moitié sont venus de l'étranger : un gros tiers des anciens réfugiés tutsi, soit peut-être 300 000 personnes, s'est installé en ville. Après le génocide, les villes ont également été un refuge, temporaire pour les uns et définitif pour les autres, pour tous ceux qui fuyaient l'insécurité régnant dans les campagnes, redoutaient des vengeances ou craignaient des dénonciations. Les flux actuels sont alimentés par le déclin des activités commerciales dans les petits centres ruraux et par la pauvreté croissante des campagnes. Celle-ci contraste de plus en plus avec l'enrichissement de certains citadins dont témoigne, surtout dans la capitale, le paysage des rues et du bâti. Le mouvement n'a pu qu'être encouragé par le changement politique : les nouveaux pouvoirs ne cherchent plus, comme à l'époque d'Habyarimana, à freiner l'exode rural en refoulant périodiquement les indésirables ; au

contraire ils y voient la solution à l'engorgement des campagnes.

La progression des centres urbains des provinces est inégale, ce qui induit un remodelage de la hiérarchie urbaine, sans pour autant atténuer la structure macro-céphalique de celle-ci. La capitale est plus que jamais le principal pôle d'attraction. Elle est passée de 270 000 habitants en 1991 — elle en comptait moins de 8 000 en 1963 ! — à 360 000 en 1998, alors que le génocide et la " bataille de Kigali " se sont traduits par 80 000 morts. On lui attribue, à la fin de 2001, une croissance annuelle de 10,4 % et jusqu'à 600 000 habitants, qui pour se loger recourent à l'auto-construction dans 9 cas sur dix. De ce fait ils occupent un espace dont l'extension très rapide et incontrôlée défie les velléités d'aménagement. Le taux des années 1970 était à peine inférieur, mais les effets de masse ne jouent plus à la même échelle. Kigali a fait son entrée dans la classe des métropoles africaines de taille moyenne et en vit tous les problèmes.

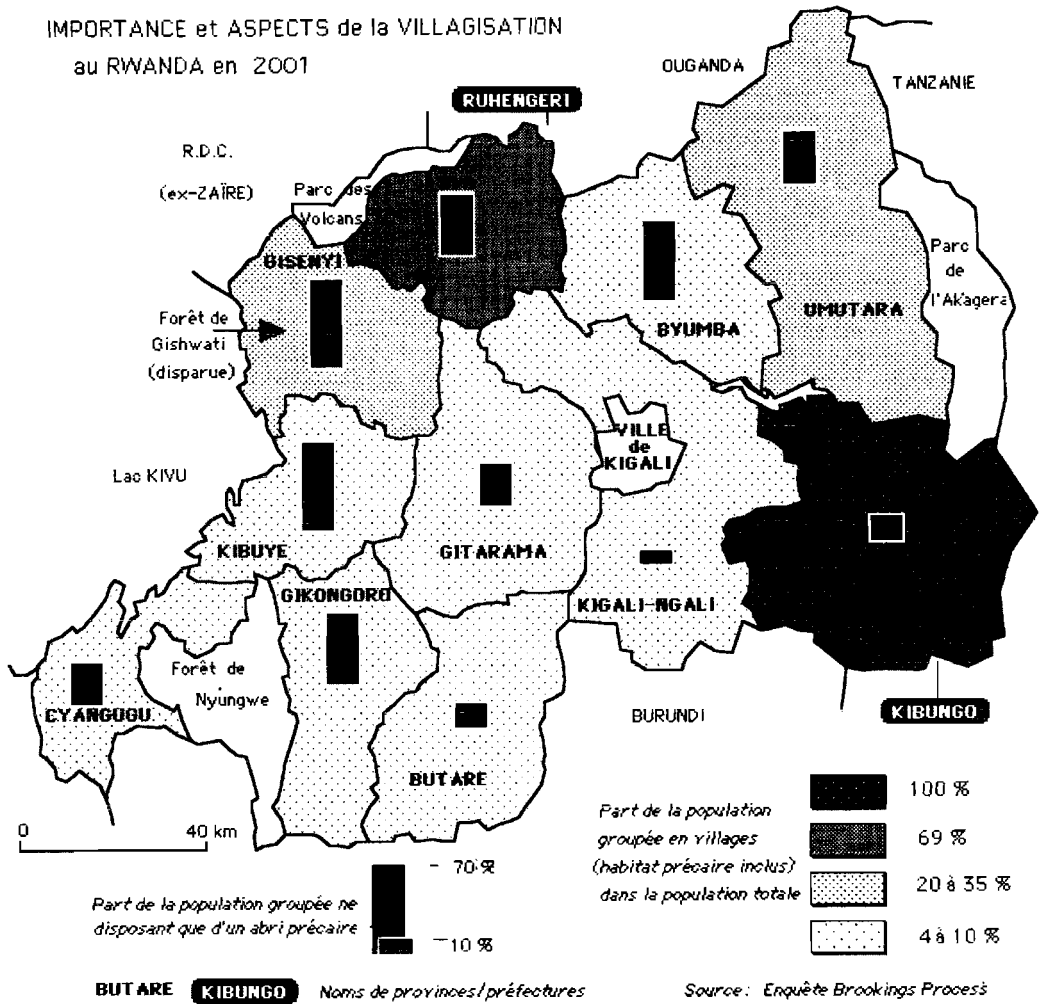
### D. Dans les nouveaux villages ?

L'apparition de villages dans des campagnes traditionnellement vouées à l'habitat intégralement dispersé est la plus spectaculaire des transformations du paysage rwandais. Nous avons eu l'occasion d'en analyser les origines et les avatars dans une récente publication ; ici nous la résumons et procéderons à une mise à jour.

Les accords d'Arusha de 1993, dans leurs clauses concernant le retour des exilés tutsi, recommandèrent que les réfugiés partis depuis plus de dix ans ne réclament pas leurs propriétés occupées entre temps par d'autres. En compensation il était prévu que le futur gouvernement les aide à se réinstaller en privilégiant l'habitat en villages, le financement étant assuré pour l'essentiel par la Communauté Internationale. On justifia le choix de ce type d'habitat par les facilités qu'il offrirait pour mettre à la portée des populations les équipements collectifs de base et, d'une façon plus générale, par son aptitude supposée à générer une dynamique de développement. L'idée n'était pas nouvelle : les tentatives d'application qu'a connues le Rwanda dès l'époque coloniale avaient toutes échoué. Mais après les destructions survenues en 1994 et le retour des anciens puis des nouveaux réfugiés, il est certain que la construction de villages était la solution la plus économique pour assurer un toit à tous les sans-logis ; ceux-ci ont constitué jusqu'à 25 % de la population du pays.

En décembre 1996, le Gouvernement rwandais décida d'étendre la politique de villagisation à la

IMPORTANCE et ASPECTS de la VILLAGISATION  
au RWANDA en 2001



totalité de la population rurale. Le contexte des retours massifs et le regain des troubles apportaient deux nouveaux arguments : le regroupement devait faciliter l'organisation de la sécurité et, par les liens que crée un voisinage quotidien, favoriser la réconciliation entre Hutu et Tutsi. Il paraît évident que cela permettait aussi — et surtout ? — de mieux contrôler la population. Mais les arguments de poids permettant d'obtenir un financement extérieur faisaient défaut. La contrainte fut plus efficace que la persuasion pour obtenir que des paysans pourvus d'une maison l'abandonnent, et s'en reconstruisent une autre sur des sites choisis par les autorités à la va-vite. D'autant que sur ces sites, établis souvent sur des terres médiocres, les équipements promis font généralement défaut, et que certains champs familiaux sont si éloignés qu'on est obligé de les délaisser.

La carte actuelle de la villagisation exprime une géographie de la contrainte et de la nécessité. Les villages construits grâce à l'aide internationale répondent à la nécessité, c'est-à-dire aux besoins créés par le retour des anciens réfugiés et par les destructions de 1994. Ces *imidugudu* comptent de quelques dizaines à quelques centaines de maisons, construites en matériaux en principe durables, qui s'alignent le long d'axes orthogonaux tracés au cordeau. Ils rassemblent surtout des anciens réfugiés tutsi et des rescapés du génocide, mais ils accueillent également des " personnes vulnérables " sans considération d'ethnie : des veuves, des invalides, des familles dépourvues de terres. En octobre 2001, les villages de ce type sont au nombre de 5 500 et ils abritent plus d'un million de personnes. Presque la moitié de celles-ci se trouvent dans la seule province de Kibungo, qui a accueilli la majeure



partie des agriculteurs tutsi revenus d'exil en 1994 et 1995. Par contre dans les deux-tiers des provinces ils hébergent moins de 7 % de la population. Certains bénéficiaires ne cherchent pas à occuper leur maison ou bien la quittent sans même tenter de la louer ; la plupart sont cependant trop démunis pour trouver un autre abri, et l'on voit peu à peu des maisons s'embellir et une vie collective s'organiser : on attend de l'État qu'il réalise l'adduction d'eau, mais on cotise pour construire une chapelle.

La contrainte a créé d'autres paysages d'habitat groupé. Dans la province de Kibungo le volontarisme et la poigne d'un préfet zélé ont obtenu en moins de trois ans que la totalité des familles non concernées par les programmes d'*imidugudu* se réinstallent, en alignements disparates et denses, sur des sites non équipés ou au bord des routes. Les " blindés " des débuts, huttes très sommaires recouvertes par les bâches de toile bleue rapportées des camps de réfugiés, font peu à peu place à des constructions sommaires en pisé, avec toit de tôle, et l'on voit à la fin de 2001 apparaître de véritables maisons. Les regroupements forcés semblent pouvoir survivre au relâchement de la contrainte, car la redistribution des parcelles a stabilisé le statut foncier des nouveaux enclos. Il est possible aussi que le modèle antérieur de l'habitat linéaire des " paysannats " de colonisation agricole, fréquents dans la région, ait favorisé la

perception des avantages qu'apporte la proximité de la route pour la commercialisation : c'est le vin de banane de la région qui approvisionne Kigali.

La province de Ruhengeri et, dans une moindre mesure, celle de Gisenyi, présentent une autre variante des paysages de la contrainte. Certains sites de regroupement des années de guerre civile sont devenus d'immenses nébuleuses de constructions encore très précaires, semées comme au hasard au milieu de champs cultivés dont les propriétaires n'ont pas été consultés. Dans d'autres cas, les familles ont été autorisées à se rapprocher de leurs champs, mais l'implantation en bordure des pistes reste obligatoire, et le caractère provisoire des constructions demeure la règle. Ici aussi des formes d'habitat linéaire d'origine diverse existaient localement avant 1994, et se développaient, en relation avec la commercialisation des pommes de terre et du vin de banane, le long de la route goudronnée. Mais souvent les nouvelles localisations imposées n'ont pas encore de statut foncier idoine, et l'espoir demeure de revenir sur les parcelles abandonnées. Les défricheurs de la forêt de Gishwati ont eux aussi été regroupés, ils bénéficient plus facilement d'aides ponctuelles pour accéder à un habitat durable. Cependant les agglomérations informelles où ils s'entassent ressemblent plus aux quartiers spontanés des villes qu'aux *imidugudu* ordonnés financés par l'aide internationale.



**Rwanda.** Habitat précaire près de Kibungo, à l'est du Rwanda. Au fond, un " blindé " couvert d'une bâche bleue, donné dans les camps de réfugiés par le HCR (armature de tôle, doublée de feuillage). Au premier plan, des cases en pisé le long d'une piste. Photo Françoise Imbs, 2000.

Actuellement la politique de villagisation connaît une pause. Il n'est pas question d'abandonner l'objectif initial, mais il paraît plus efficace d'améliorer l'image de marque de l'habitat groupé auprès des bénéficiaires et des bailleurs de fonds. Il est prévu de mettre désormais l'accent sur les équipements collectifs, sur un meilleur choix des sites, et sur la résorption des formes les plus précaires de l'habitat. Ces dernières concernent encore près de 200 000 familles, qui vivent surtout dans les 3 provinces où le taux de groupement est le plus élevé, ainsi que dans l'Umutara des éleveurs.

Avec de telles perspectives, on peut augurer que notre carte de l'habitat groupé, et les contrastes qu'elle met en évidence, resteront pendant quelque temps conformes à la réalité. Peu de nouvelles créations, moins d'autoritarisme : on ose espérer que les circonstances ayant permis le financement des villages, et donné son efficacité à l'exercice de la contrainte, ne se renouvelleront pas. Observera-t-on un retour en arrière, une reprise de la dispersion comme l'ont connu l'Éthiopie, le Mozambique, la Tanzanie, qui ont également vécu des phases de villagisation musclée ? L'expérience rwandaise est encore jeune, les bilans provisoires confirment déjà que pour lutter contre la pauvreté croissante la mise en village n'est pas la panacée que l'on croit. Elle en serait même confortée ! Pourtant cette pauvreté elle-même, conjuguée aux densités élevées atténuant l'obstacle de la distance, peut contribuer à faire durer l'habitat groupé, si un minimum d'appui est donné à l'amélioration de l'habitat. Celui-ci constitue alors un capital, dont la modestie et la mobilité réduite sont facteurs de stabilité. Les jeunes adultes qui voudront quitter les villages seront vraisemblablement plus attirés par les villes que par un retour vers des lieux écartés.

Les villages du Rwanda et les circonstances de leur création rappelleront peut-être aux historiens de l'espace rural européen les alternances de concentration et de dispersion de l'habitat qu'ont connu par exemple les régions méditerranéennes. Par contre, nous n'avons pas vu se reproduire le modèle des longues phases de dépression démographique et urbaine provoquées, en Afrique comme sur les autres continents, par les grandes crises politico-sociales du passé. Dans ce domaine, la décennie de crises à haute intensité que viennent de vivre les Rwandais a seulement accéléré ou momentanément freiné des évolutions : la croissance urbaine, la densification des espaces ruraux, l'extension des champs migratoires à l'ensemble de la planète, sont des tendances lourdes dont le Rwanda n'a pas le monopole, et dont les processus se situent dans une plus longue durée. L'analyse de la nouvelle géographie des activités et du dynamisme

économique nous aurait conduite à une constatation similaire. Les traumatismes des années 1990 ont généré des ruptures, qui s'observent à l'échelle locale, dans les relations entre villes et campagnes ; les processus qui structurent des espaces plus vastes, ici les disparités régionales et les flux transfrontaliers, changent de vitesse plutôt que de nature.

## ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

### (textes en français et aisément accessibles)

#### Trois thèses de Géographie :

BART, F. (1993).- *Montagnes d'Afrique, Terres paysannes. Le cas du Rwanda*. Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux et CEGET, 588 p. (Espaces Tropicaux n°7).

CAMBRÉZY, L. (1984).- *Le surpeuplement en question. Organisation spatiale et écologie des migrations au Rwanda*. Paris, ORSTOM, 292 p. (Travaux et Documents n°182).

SIRVEN, P. (1981).- *La sous-urbanisation et les villes du Rwanda et du Burundi*. Édité par l'auteur, 786 p.

#### Trois analyses d'historiens :

CHRÉTIEN, J.P. (2000).- *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*. Paris, Aubier, 412 p. (Collection historique).

HUMAN RIGHTS WATCH ; F.I.D.H. ; DES FORGES, A. (1999).- *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*. Paris, Karthala, 932 p.

PRUNIER, G. (1999).- *Rwanda : le génocide*. Paris, Dagorno, 514 p.

#### Une thèse d'anthropologie :

DE LAME, D. (1996).- *Une colline entre mille ou le calme avant la tempête. Transformations et blocages du Rwanda rural*. Tervuren (Belgique), Musée Royal de l'Afrique Centrale, 358 p. (Annales Sciences Humaines vol. 154).

#### Des analyses politiques et macro-économiques :

MARYSSE, S ; REYNTJENS F. (1997).- *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1996-1997*. Paris, L'Harmattan, 342 p.

MARYSSE, S ; REYNTJENS F. (1998).- *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1997-1998*. Paris, L'Harmattan, 408 p.

MARYSSE, S ; REYNTJENS F. (1999).-*L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1998-1999*. Paris, L'Harmattan, 436 p.

MARYSSE, S ; REYNTJENS F. (1997).-*L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 1999-2000*. Paris, L'Harmattan, 426 p.

MARYSSE, S ; REYNTJENS F. (2001).-*L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*. Paris, L'Harmattan, 438 p.

**Deux numéros spéciaux de la revue *Marchés Tropicaux* :**

(Octobre 1999). Le Rwanda. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° Hors Série, 56 p.

(16-11-2001). Spécial Rwanda. *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2923, pp. 2315-2370.

**Deux contributions :**

IMBS, F. (1997).- Retours et reconstructions au Rwanda. Et pourtant ils vivent ! *Hérodote*, n° 86/87, pp. 150-181.

IMBS, F. (2000).- La villagisation au Rwanda : politique d'urgence et politique de développement. In : NICOLAI, H. ; PÉLISSIER, P. ; RAISON, J.P. (Éds.).- *Un géographe dans son siècle. Actualité de Pierre Gourou*. Paris, Karthala ; Nanterre, Géotropiques, pp. 259-274.

**Françoise IMBS**, Maître de Conférences en Géographie à l'Université Paris 7, membre du Laboratoire Sociétés en Développement dans l'Espace et dans le Temps (S.E.D.E.T.), a publié en tant qu'auteur :  
-un ouvrage: *Kumtaabo, une collectivité rurale mossi et son rapport à l'espace*, Paris, ORSTOM, 1982, (Atlas des structures agraires au sud du Sahara n°21) ;  
-plusieurs articles concernant principalement le Burkina-Faso et le Rwanda, dont les deux plus récents sont cités dans la bibliographie de l'article ci-joint.

## RÉSUMÉ / ABSTRACT

### *OU VIVENT LES RWANDAIS AUJOURD'HUI ?*

#### *RUPTURES, REMODELAGES ET CONTINUITÉS DANS LA RÉPARTITION DU PEUPLEMENT DEPUIS 1994*

par Françoise IMBS

À quelque échelle que l'on se place, les violences et les déplacements massifs de population qui ont marqué la décennie 1990 au Rwanda ont modifié la géographie du peuplement. À l'étranger, la diaspora des réfugiés a diminué en volume tout en se déployant sur un espace plus étendu. À l'intérieur du pays, l'ampleur du génocide et les départs sans retour ont induit un retard de la croissance démographique, d'importance inégale selon les régions, tandis que le rapatriement des exilés tutsi a entraîné la transformation d'anciennes réserves naturelles en espace agricole. Mais les processus de densification du territoire ont rapidement repris, et l'accélération récente de l'exode rural n'empêche pas les densités d'ensemble, dans un pays qui reste à 90 % rural, d'être plus élevées que jamais. Une véritable rupture s'est produite à l'échelle locale : les destructions, les retours d'exil et une politique sécuritaire ont parsemé le paysage de villages et, dans une région, abouti en quelques années à l'élimination totale de l'habitat dispersé auquel les Rwandais étaient profondément attachés.

**Mots-clés :** Rwanda, croissance démographique, croissance urbaine, densités, diaspora, habitat rural, réfugiés, villagisation.

### *WHERE ARE RWANDANS LIVING TODAY? RUPTURE, RECONSTRUCTION, AND CONTINUITY IN THE DISTRIBUTION OF POPULATION SINCE 1994*

by Françoise IMBS

Whatever the scale of observation, violence and massive population migrations that marked the 90's in Rwanda have altered the population pattern. Abroad, the refugee's Diaspora has diminished in volume, while its spatial spreading has increased. Inside, the impact of the genocide and the departures without return have inferred a delay in the demographic growth. The phenomena is of irregular importance according to the region, and the repatriation of tutsi exiles has lead to the transformation of former natural reserves into agricultural land. But the processes of densification have rapidly started again. The recent acceleration of the rural exodus doesn't prevent the global density, in a country still rural at 90 %, to be higher than ever. An actual rupture appears at the local scale where destructions, returns from exile, and a security-based policy have strewed the landscape with villages. In one region, it has lead in few years to the total elimination of scattered housing, which the Rwandans used to be deeply attached to.

**Keywords:** Rwanda, demographic growth, density, diaspora, refugees, rural settlements, urban growth, villagisation.